

THE CONVER SATION 2025 ■ RAPPORT D'IMPACT



La crise de confiance dans l'information est désormais un constat largement partagé. Mais à force d'être invoquée, elle finit parfois par masquer l'essentiel : ce qui est en jeu n'est pas tant la défiance que la difficulté croissante à identifier ce qui fait autorité ou non. Dans un paysage informationnel polarisé, menacé par des logiques algorithmiques et par l'essor de l'intelligence artificielle, la question n'est plus seulement de produire de l'information fiable, mais également de comprendre en quoi cette information est réellement utile.

C'est dans ce contexte que la notion d'impact s'impose. Or le définir, le mesurer, le rendre visible suppose des choix : que considère-t-on comme significatif ? Réduire l'impact à des indicateurs de visibilité ou à des effets immédiats revient à ignorer une grande partie de ce que l'information produit à moyen et long terme : des cadres de compréhension, des références communes et des débats éclairés.

Le positionnement de *The Conversation France* s'inscrit précisément dans cette tension. En faisant le choix d'une information produite avec des enseignants-chercheurs, et adressée à un public le plus large possible, notre média occupe une place singulière dans l'écosystème informationnel. Ce positionnement exigeant ne vise ni la réaction immédiate ni la prise de position partisane, mais la mise à disposition d'une expertise contextualisée, capable de nourrir durablement la compréhension du monde.

Nous défendons une conception de l'impact liée à la transmission des connaissances, à la qualité du débat public et à la responsabilité des médias dans un environnement informationnel saturé. Cette deuxième édition de notre rapport d'impact marque donc une étape importante pour mieux comprendre et assumer ce que produire de l'information veut dire aujourd'hui.



Caroline Nourry,
Directrice générale
The Conversation France

The Conversation France en chiffres	5
Notre audience	6
Notre impact	7
Impact #1 - Écho médiatique	8
Impact #2 - Politiques & Institutions	13
Impact #3 - Société civile	23
Impact #4 - Milieu socio-économique	26
Impact #5 - Recherche	30
Impact #6 - Éducation	36
Sur les ondes	38
Nos autrices et auteurs nous écrivent	39

EN CHIFFRES

« The Conversation France », plus qu'un média

Dans un monde saturé d'opinions et de désinformation, notre pari est simple mais ambitieux : mieux répondre aux enjeux démocratiques de fiabilité et d'indépendance de l'information. Nous sommes la première source d'information indépendante, sans publicité et libre d'accès et de partage. Notre modèle repose sur une collaboration unique entre journalistes et chercheurs pour garantir une information fiable, fondée sur l'expertise et accessible à tous.

15 500

AUTEURS
ENSEIGNANTS-CHERCHEURS

17

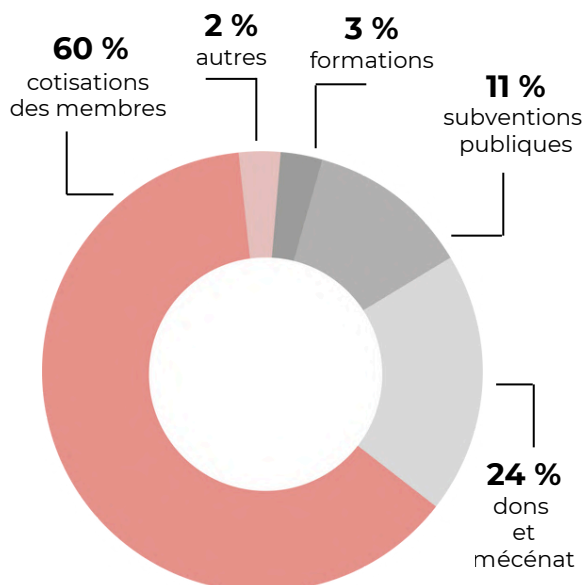
JOURNALISTES

24 500

ARTICLES PUBLIÉS
depuis 2015

Notre indépendance financière

Transparence et indépendance financière sont au centre de nos valeurs, car elles fondent le contrat de confiance avec nos lecteurs. Nous sommes un média associatif à but non lucratif, indépendant de toutes pressions économiques ou idéologiques, financé en grande partie par les cotisations des établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Nous percevons également des subventions publiques dans le cadre de différents dispositifs, et faisons appel au soutien des particuliers, sous la forme de dons déductibles.



Certifié « JTI » en 2025, un gage d'indépendance et d'intégrité

The Conversation France a obtenu la certification **Journalism Trust Initiative** à l'issue d'un audit indépendant. Conçu par Reporters sans frontières, ce label est un standard international qui évalue la transparence, l'indépendance éditoriale et la qualité des pratiques journalistiques. Nos 127 engagements sont publics, ils garantissent à nos lecteurs une information fiable et indépendante.

EN CHIFFRES

Notre audience en 2025

L'audience,
est-ce de l'impact ?

Pas exactement.

L'audience s'intéresse au nombre de personnes qui consultent un contenu et à leur comportement immédiat. Ce sont des indicateurs quantitatifs.

L'impact, lui, commence après. Il désigne l'ensemble des effets dans le temps produits par une information : évolution des perceptions, des comportements, voire changements concrets dans la société.

Autrement dit, l'audience mesure la diffusion immédiate, quand l'impact mesure l'utilité et les effets durables de l'information. Mais sans audience, l'impact est limité !

Notre impact en 2025

Notre média, identifié comme une source d'expertise de premier plan, joue un rôle majeur de passerelle entre la recherche académique et le débat public. Ses articles rendent accessibles des savoirs scientifiques rigoureux et fiables qui sont repris par de nombreux médias et atteignent également les acteurs politiques et institutionnels. Cette dissémination renforce la diffusion de l'expertise auprès du grand public, mais nourrit également les politiques publiques tout en valorisant l'engagement sociétal des chercheurs.

781 impacts



397 ÉCHOS MÉDIATIQUES

Interviews (médias français)	63%
Mentions dans un contenu	13%
Interviews (médias étrangers)	8%



99 IMPACTS POLITIQUES

Mentions (rapports officiels)	38%
Mentions (ressources publiques)	18%
Conférences	14%
Auditions, expertises	12%



90 IMPACTS SOCIÉTÉ CIVILE

Contacts ONG, fondations, associations	63%
Contacts think tanks	29%
Contacts organisations professionnelles, syndicats	8%



35 IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Conférences, formations	46%
Contacts entreprises	40%
Collaborations, projets	14%



113 IMPACTS RECHERCHE

Conférences	24%
Collaborations	22%
Contacts chercheurs	23%
Médias internes	15%



47 IMPACTS ÉDUCATIFS

Manuels scolaires	28%
Cours	23%
Contacts étudiants	15%
Formations d'enseignants	9%



En dix ans, *The Conversation France* est devenu le vivier d'expertise reconnu et privilégié des radios, télévisions et supports de presse écrite. En 2025, nos auteurs et autrices ont été contactés près de 400 fois par des médias grand public, français et étrangers, principalement pour des interviews ou des collaborations journalistiques.

*Cet impact ne tient pas compte des republications quotidiennes par d'autres médias de nos articles publiés sous licence Creative Commons.

397 impacts médiatiques

Interviews
(médias
français)



Réseaux
sociaux de médias

Contacts
avec journalistes

Interviews
(médias étrangers)

Mentions dans un
contenu média

NÉORÉACTIONNAIRES

Le chercheur de Sciences Po courtisé par tous les médias

Dans un article consacré à l'influence de Curtis Yarvin sur la droite radicale américaine, Arnaud Miranda, docteur en théorie politique associé au Cevipof (Sciences Po), analyse la manière dont ce penseur marginal a joué un rôle dans la transformation idéologique du trumpisme. Il met en lumière un projet politique radical, fondé sur la remise en cause des contre-pouvoirs et la promotion d'un exécutif fort, offrant ainsi une lecture approfondie des ressorts intellectuels du tournant autoritaire observé aux États-Unis.

L'IMPACT

La parution de cet article, le 23 mars 2025, a eu de fortes répercussions sur la visibilité du chercheur. Dès le lendemain, il est interviewé dans une capsule vidéo de France Culture diffusée sur les réseaux sociaux (un million de vues sur Facebook). Dans les semaines qui suivent, Arnaud Miranda est invité dans les émissions « C Politique » (France 5), « Sens public » (Public Sénat), « En quête de politique » (France Inter), « Le monde en direct » (RTBF) et « Questions du soir » (France Culture). Il est également interviewé par *la Croix*, *le Point*, *Télérama*, *Technikart* et le média suisse *le Temps*. Au même

« J'ai été contacté par quatre maisons d'édition. D'un point de vue de chercheur, c'est totalement inattendu. »

Arnaud Miranda,
Sciences Po Paris

moment, la prestigieuse revue en ligne *Le Grand Continent* lui commande un *Atlas de la pensée néoréactionnaire* ainsi que plusieurs traductions commentées de penseurs de cette mouvance. Le chercheur est ensuite invité à donner des conférences, comme aux Rencontres philosophiques Michel-Serres, à Agen, en novembre.

Un essai à paraître

Puis arrivent les propositions d'éditeurs. Son essai *les Lumières sombres. Comprendre la pensée néoréactionnaire* paraîtra chez Gallimard, le 22 janvier 2026. Arnaud Miranda a pu rencontrer de nouveaux confrères : « Très peu de chercheurs travaillaient sur ces sujets, y compris aux États-Unis, explique-t-il. Cette pensée n'avait jamais été prise au sérieux : on y voyait des blogueurs un peu loufoques. Évidemment, depuis cette année, les choses ont changé. »



ÉPIGÉNÉTIQUE

Dans les médias pour combattre les pseudosciences

Professeure en génétique moléculaire et biotechnologie à l'**Université de Tours**, Corinne Augé a écrit deux articles sur l'épigénétique dans *The Conversation France* en 2025. Concept souvent galvaudé par le marketing et les pseudosciences, l'épigénétique est pourtant une science clé pour comprendre l'activation ou l'extinction des gènes dans le développement des maladies, précise-t-elle.

L'IMPACT

Après la parution de son premier essai « L'épigénétique et le cou de la girafe » fin 2024 et la publication de ses articles dans *The Conversation France*, Corinne Augé est interviewée dans *Le Monde*, *la Nouvelle République*, *Charlie Hebdo* et à France Culture. Dans *L'Express*, elle est appelée à démystifier une pseudoscience : la psychogénéalogie. En mai, la chercheuse est invitée à donner un *talk* TEDx à Tours avec pour thème « L'épigénétique, la solution aux cancers dits incurables ».

MUSÉES

Les effets de la surfréquentation débattus à la radio

Marie-Alix Molinié-Andlauer (**Sorbonne Université**) analyse la saturation du Louvre et du musée d'Orsay. L'afflux de visiteurs, attirés par quelques œuvres iconiques et dopés par les réseaux sociaux, engendre une pression qui déforme l'expérience de visite et oblige les musées à repenser leurs espaces et leur rapport au public.

L'IMPACT

La chercheuse a été contactée par France Culture pour une interview dans l'émission « Le point culture » sur le thème « Trop de monde dans les musées ? », puis a participé au débat « Qui peut sauver le Louvre ? », dans l'émission « Question du soir ». Elle est ensuite intervenue à l'antenne de RFI, dans l'émission « Sur le pont des arts ».

AUTISME

Il expose
ses recherches
sur BFM Business

À partir de nombreux entretiens avec des salariés autistes Asperger, Alexandre Richet (doctorant à l'**Université de Caen Normandie**) démontre dans un article que leurs compétences exceptionnelles et leur capacité à s'engager sont des atouts majeurs pour les organisations. Il rappelle toutefois que les codes sociaux implicites du monde du travail leur causent des difficultés et qu'il faut faire évoluer les pratiques pour que ces talents s'expriment.



L'IMPACT

Le jeune chercheur a été invité à l'émission Club Média RH de BFM Business pour aborder la délicate question de l'intégration des salariés autistes dans les entreprises.

EN BREF



Corée en crise

Justine Guichard, maîtresse de conférences en études coréennes à l'**Université Paris Cité**, a été interviewée sur RFI pour analyser la destitution du président sud-coréen fin 2024. Elle a ensuite participé à une table ronde, « Crise politique en Corée du Sud : la démocratie mise à mal », sur France Culture.



Pédagogie techno

Delphine Billouard-Fuentes (**EM Lyon Business School**) a été invitée par deux fois sur XERFI Canal, revue audiovisuelle sur le monde de l'économie, pour aborder l'usage des technologies en pédagogie et analyser les conséquences de la technologie « No code » sur le métier de développeur informatique.



« Bloquons tout »

Après la parution de leur article sur le mouvement « Bloquons tout », François Buton (**ENS de Lyon**) et Emmanuelle Reungoat (**Université de Montpellier**) ont été interviewés dans les matinales de France Culture, de France Info et d'Ici Hérault. Ils ont ensuite été contactés par le média en ligne *Politis*, qui consacrait en septembre un dossier spécial au décryptage de ce mouvement social.

« L'Éléphant » et les astrophysiciens

Fabien Malbet et Julien Milli, astrophysicien et astronome à l'**Université Grenoble-Alpes**, ont mesuré avec précision les impacts écologiques de la pollution lumineuse lors de l'événement Le Jour de la Nuit, dans la région grenobloise. Grâce à leur article, ils ont été repérés par la revue illustrée *l'Éléphant* pour écrire un texte très grand public, en étant coachés par un journaliste. Cette expérience inhabituelle les a enchantés.



EN BREF

Ces médias qui nous suivent de près

Les scientifiques éclairent l'actualité avec des analyses pertinentes et bien documentées. L'AFP ne s'y trompe pas : un grand nombre de nos auteurs et autrices sont contactés par l'agence de presse chaque année. Quelques chercheurs interviewés en 2025 : Jean-Marc Figuet (**Université de Bordeaux**) sur la cryptomonnaie \$TRUMP ; Kevan Gafaïti (**Sciences Po**) sur le conflit Israël-Iran ; Michel Naim (**EBS Paris**) sur le management toxique ; Renaud Coulomb (**Mines Paris – PSL**) sur le difficile calcul de l'empreinte carbone ; ou Maité Eugène (**Université de Lille**) sur la lecture au collège...



Les articles de la rubrique Économie ont traditionnellement beaucoup d'impact (plus de 110 cette année). Ceci explique peut-être l'intérêt du magazine **Alternatives économiques** pour les chercheurs qui écrivent dans nos colonnes. Parmi les auteurs contactés par la rédaction en 2025 : Henri Isaac (**Université Paris Dauphine – PSL**) pour décrypter le modèle économique de Temu (voir aussi p. 20) ; Isabelle Chaboud (**Grenoble École de management**) sur les sacs de contrefaçon, ou encore Blandine Chelini-Pont (**Aix-Marseille Université**) sur l'état critique de la démocratie américaine...

Nos auteurs en librairie

Sur l'IA



Après deux publications consacrées à l'irruption de ChatGPT dans le monde du livre, Stéphanie Parmentier

(**Aix-Marseille Université**) a été appelée à écrire un ouvrage aux PUF. « *L'éditrice m'a confié avoir beaucoup apprécié mes articles dans The Conversation France* », précise-t-elle. Son ouvrage *Quand l'IA tue la littérature* (156 pages) est paru le 8 octobre 2025.

Sur la Corse

Autrice de l'article « Quel avenir constitutionnel pour la Corse ? », Sylvia Brunet (**Université de Rouen Normandie**) s'est vu proposer la rédaction de l'article « Vers une collectivité de Corse autonome au sein de la République ? » dans *Recueil Dalloz*, n° 41, paru le 27 novembre 2025 (p. 1977-1979).

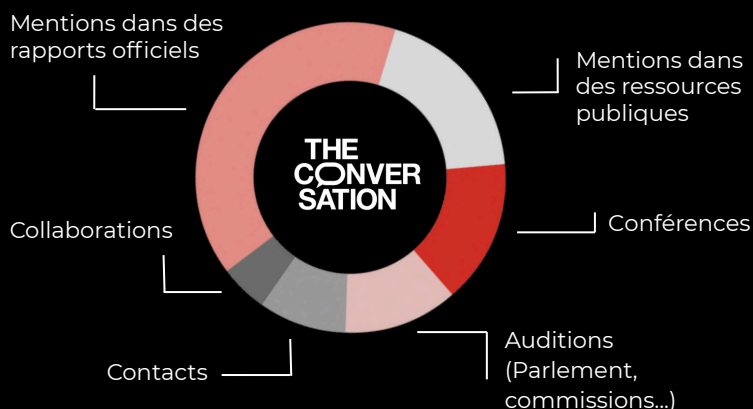
Sur le fichage

Yoann Nabat (**Université Bordeaux Montaigne**) publie en janvier 2026 un essai grand public consacré au fichage policier et à la surveillance, aux éditions Divergences. « *J'ai envoyé le lien vers plusieurs de mes articles parus dans The Conversation France et je sais que ceux-ci ont eu une très grande importance dans le choix de la maison d'édition de me faire confiance* », précise-t-il.



En 2025, les articles publiés dans *The Conversation France* ont donné lieu à 99 impacts politiques et institutionnels. Les chercheurs-auteurs ont été sollicités par des administrations, des élus et des organismes publics pour éclairer l'action publique, contribuer à des rapports officiels, intervenir lors de conférences ou participer à des auditions et missions d'expertise, en France comme à l'international.

99 impacts politiques et institutionnels



SURVEILLANCE

Ils obtiennent le retrait d'un article liberticide dans le projet de loi sur le « narcotrafic »

La complexité de nos smartphones les rend vulnérables à des intrusions qui peuvent viser aussi bien des criminels que des journalistes ou des citoyens ordinaires. C'est ce qu'expliquent Aurélien Francillon (**Institut Mines-Télécom**) et Noémie Véron (**Université de Lille**) dans un [article](#) sur la surveillance. Si les enquêtes de police et de renseignement nécessitent parfois d'accéder à ces données pour lutter contre la criminalité, ces techniques se heurtent à l'exigence de protéger la vie privée.

L'IMPACT

Noémie Véron et Aurélien Francillon ont été auditionnés le 26 février par la Commission des lois de l'Assemblée nationale, avant l'examen de la proposition de loi visant à « sortir la France du piège du narcotrafic », le 5 mars.

« Nous avons été beaucoup interrogés sur deux dispositifs clés de la proposition de loi, et notamment les articles 8 à 8 ter », souligne Aurélien Francillon.

L'article 8 ter institue une obligation faite aux opérateurs de télécommunications d'installer des « portes dérobées » dans tous leurs

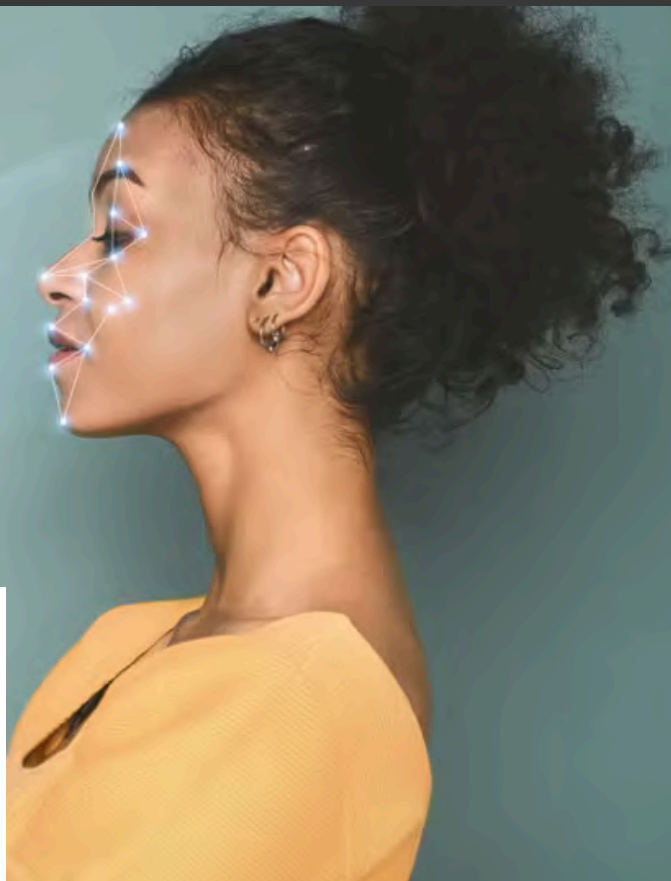
logiciels et applications. Ces *backdoors* créent des accès secrets permettant de lire les données, d'écouter, d'activer la caméra ou de contourner les mécanismes de sécurité. Réclamées par les services de renseignement et de police, elles sont cependant controversées.

Une brèche dangereuse

« Nous avons pointé un risque d'inconstitutionnalité et expliqué aux députés que ce dispositif pourrait s'avérer contre-productif. Les portes dérobées créent une brèche identifiable par les attaquants (criminels, espionnage par des États adverses, etc.), avec le risque d'engendrer une course à la technologie pour développer des solutions toujours plus sécurisées », précise le chercheur.

En outre, ce précédent mettrait en place l'infrastructure « pour que les États moins démocratiques utilisent ces outils contre des opposants ou des journalistes, par exemple ».

Les deux chercheurs ont réussi à sensibiliser les députés. L'article 8 ter a finalement été retiré du projet de loi, en raison des risques qu'il faisait peser sur les libertés fondamentales.



PESTICIDES

Ils introduisent une exclusion dans la loi Duplomb

La technique de l'insecte stérile ne peut pas constituer une alternative simple aux pesticides pour réduire certains ravageurs, argumentent Simon Fellous, directeur de recherche en écologie et agriculture (Inrae), et la doctorante Tasnime Adamjy, dans [un article](#). L'idée d'une substitution sans transformation profonde est illusoire, soutiennent-ils, car l'insecte stérile suppose de combiner plusieurs leviers, de repenser les systèmes agricoles et d'impliquer agriculteurs, scientifiques et territoires.

L'IMPACT

Les travaux de recherche de Simon Fellous et Tasnime Adamjy ont directement inspiré l'article 7 de la loi dite Duplomb, consacré à l'insecte stérile – l'un des moins polémiques de ce texte controversé. Un député a directement sollicité les deux scientifiques pour évaluer les risques associés à l'article 7. « *La terminologie utilisée dans la version initiale était problématique, car elle permettait de faire entrer le "forçage génétique" (transformer le gène pour lui permettre de se transmettre, ndlr). Nous avons proposé d'exclure cette notion.* » Un amendement excluant explicitement le « forçage génétique » a été intégré et figure aujourd'hui dans la loi.

« Nous avons proposé l'article à The Conversation France pour que les enjeux scientifiques soient dans le débat public au moment de l'examen de la loi. »

Simon Fellous,
Inrae



EAUX POLLUÉES

Auditionné au Sénat sur le scandale des eaux en bouteille

Guillaume Pfund, docteur en géographie économique (Université Lumière Lyon 2), montre dans [un article](#) que le scandale des eaux minérales naturelles polluées révèle les failles d'un cadre réglementaire vieillissant, qui ne parvient plus à protéger efficacement ces ressources face aux pollutions humaines.

L'IMPACT

Le chercheur a fait partie des experts auditionnés par la commission sénatoriale d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille. Au terme de plus d'un an d'investigation, le rapport de la commission a mis au jour de graves dysfonctionnements dans le contrôle public des eaux en bouteille ainsi que des pressions exercées par certains industriels, notamment Nestlé Waters, jusqu'au plus haut niveau de l'État. Il recommande de rénover en profondeur le dispositif de surveillance et la réglementation, de mieux protéger la ressource et de renforcer le contrôle des polluants émergents pour garantir une information fiable au consommateur.



CAPITALISATION

Le Conseil d'orientation des retraites planche sur deux articles de « The Conversation »

Dans un contexte chahuté de refonte du système de retraites, Anne Lavigne, professeure de sciences économiques à l'**Université d'Orléans** s'est interrogée dans deux articles sur la place que pourrait prendre la capitalisation dans un système français largement fondé sur la répartition. Elle y examine ses avantages théoriques, ses risques financiers et ses effets potentiels sur les inégalités.

L'IMPACT

Le Conseil d'orientation des retraites (COR) a contacté la chercheuse pour présenter ses travaux le 11 décembre, à l'occasion d'un groupe de travail portant sur le thème « Répartition, réserves et capitalisation : quels enjeux pour les retraites ? » et réunissant une quarantaine de personnes (représentants de syndicats, du patronat, d'administrations et de caisses de retraite, experts). La séance plénière associée s'est tenue le 18 décembre 2025. Lors de ces séances de dialogue, qui ont lieu huit fois par an,



le secrétariat général du COR met à la disposition des membres une dizaine de notes. Les deux articles d'Anne Lavigne, autrefois responsable des études au secrétariat général du COR (de 2016 à 2022), ont été fusionnés en un seul texte et intégrés au dossier de séance. Il figure désormais sur le site du COR sous le titre *Financer les retraites par capitalisation : pourquoi pas, mais avec quel capital ?*

Sollicité par la Cour des comptes

Auteur d'un article sur Jacques Chirac et la Francophonie, Frédéric Turpin (**Université Savoie Mont Blanc**) a été contacté par la Cour des comptes pour participer avec d'autres experts au comité d'évaluation de la politique publique de la Francophonie du gouvernement français.



« On m'a contacté en faisant explicitement référence à mon article dans The Conversation France, qui a ensuite servi de base à la discussion. »

Julien Pillot,
INSEEC Grande École

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Auditionné au ministère de l'économie sur la souveraineté dans l'IA

Enseignant-chercheur en économie à **INSEEC Grande École**, Julien Pillot décrit dans [un article](#) un écosystème de l'IA vaste et très hiérarchisé, allant des puces aux applications génératives, dominé par les acteurs américains. Il souligne que l'Europe, encore marginale, ne pourra rattraper son retard qu'en misant sur la sobriété, la souveraineté numérique et l'open source.

L'IMPACT

En mars 2025, Julien Pillot a été auditionné pendant plus de deux heures par un groupe de travail du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté. L'enjeu ? Exposer sa vision d'une stratégie nationale et européenne permettant de regagner la souveraineté économique, juridique et technologique dans le domaine de l'intelligence artificielle. « Mon constat était partagé, souligne Julien Pillot. La France n'est pas compétitive sur des nœuds essentiels et nous éprouvons des difficultés à faire appliquer nos règles et nos lois, au point de devenir de "super clients" des sociétés étrangères. » La conversation a tourné autour des pistes et solutions.

PAUVRETÉ

Elle présente son article à plusieurs membres du gouvernement

Les familles monoparentales, majoritairement composées de mères seules, cumulent précarité, inégalités de genre et difficultés d'emploi, exposent Oriane Lanseman (**Université de Lille**) et Clémence Helfter (**Cnaf**) dans [un article](#). Surreprésentées dans des métiers féminisés, mal payés et à temps partiel subi, elles restent massivement pauvres malgré le travail tandis que les politiques publiques tendent à négliger cette précarité au travail.



L'IMPACT

L'article est cité dans le rapport « Monoparentalité : Regards croisés et pratiques inspirantes », de la Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté. Oriane Lanseman a été invitée à participer à la rencontre nationale, le 20 mai, qui a précédé la parution du rapport. Lors d'une table ronde en plénière (photo) elle a pu exposer ses travaux face à plusieurs membres du gouvernement, dont Anne Rubinstein, déléguée interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, et Aurore Bergé, ministre déléguée auprès du premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

CAPTURE DE DAUPHINS

Auditionnés par une mission sénatoriale sur la fermeture de la pêche

Depuis 2016, les échouages de dauphins communs dans le golfe de Gascogne ont atteint des niveaux records du fait des captures accidentelles par les engins de pêche, constate un groupe de chercheurs de l'**Ifremer**, de **La Rochelle Université** et du **CNRS**. Malgré une population encore abondante, ces mortalités sont jugées non soutenables à long terme. Les fermetures temporaires de pêche ont certes réduit les captures en 2024, mais leurs effets restent incertains et coûteux. Les travaux des scientifiques explorent désormais des solutions ciblées conciliant protection des cétacés et viabilité de la pêche.

L'IMPACT

À la suite de la décision de fermer la pêche un mois par an dans le golfe de Gascogne, Clara Ulrich, coordinatrice des expertises halieutiques à l'**Ifremer** et ses collègues de l'**Ifremer** et de **Pelagis** ont été auditionnés à trois reprises par des membres de la commission des affaires économiques du Sénat. Les chercheurs se sont rendus, avec les sénateurs, dans les ports les plus concernés et ont fourni des données pour alimenter le rapport de la commission. « *Les sénateurs écoutent ce qui leur remonte à la fois des pêcheurs et de la société civile : les pêcheurs ne souhaitent*

pas de fermetures, mais les alternatives ne sont pas simples et demandent de comprendre le problème dans sa globalité », souligne Clara Ulrich.

Réouverture après 2026

Dans son rapport paru en avril 2025, la mission sénatoriale conclut que la fermeture a bien permis de réduire fortement les captures accidentelles de dauphins, mais au prix d'un coût économique et social jugé « *disproportionné* », et d'« *une rupture de confiance entre professionnels, scientifiques et associations de protection de la nature* ». Elle appelle à préparer « *dès maintenant* » une réouverture après 2026, en adoptant des mesures ciblées, comme des dispositifs acoustiques.

« *Les sénateurs se sont appuyés sur notre article, qui permet de poser les enjeux scientifiques et techniques et d'apporter la nuance dans la complexité.* »

Clara Ulrich,
Ifremer

PÊCHE COMMUNE

Entendu par deux députés sur la politique européenne

Le débat sur l'impact des pêches est trop souvent réduit à des arguments simplistes, estiment les chercheurs Brice Trouillet (**Nantes Université**) et Patrice Guillotreau (**IRD**). Les chiffres avancés par les parties prenantes varient selon les définitions retenues, ce qui induit des biais, précisent-ils. En outre, l'usage ambigu des termes « pêche industrielle » et « pêche artisanale » masque la diversité des pratiques. Ils plaident pour une méthodologie transparente, des échelles cohérentes et un vocabulaire précis afin d'éviter de confondre les différents impacts de la pêche sur la biodiversité marine.

L'IMPACT

Brice Trouillet a été contacté pour être auditionné le 8 juillet par les députés Liliana Tanguy (Finistère) et Damien Girard (Morbihan), rapporteurs de la mission parlementaire « *La politique commune de la pêche, bilan et perspectives* ». C'est la position nuancée du chercheur, affichée dans *The Conversation France*, qui a suscité l'intérêt des deux parlementaires, précise-t-il. Leur rapport devrait paraître début 2026.

SUREXPLOITATION

Invité à produire un rapport sur les aires marines protégées

En Haïti, la pêche artisanale est vitale pour l'alimentation, l'économie et les savoirs locaux, mais elle est fragilisée par le changement climatique. Samson Jean Marie (**Université de Nouvelle-Calédonie** et **IRD**) et Catherine Sabinot (**IRD**) montrent comment l'ingéniosité des pêcheurs leur permet de s'adapter, tout en soulignant l'urgence de politiques construites avec eux pour une pêche durable.

L'IMPACT

Son article a valu à Samson Jean Marie de participer à un rapport sur les aires marines protégées d'Haïti pour le programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et au programme du GEF-8 sur « La réduction de la surexploitation des pêches marines à l'échelle mondiale ». Le ministère de l'environnement d'Haïti a lancé une vaste étude de suivi des espèces marines avec le soutien du PNUE. Le doctorant a aussi été contacté pour rédiger un rapport d'étude sur les impacts environnementaux et sociaux du projet d'expansion du terminal à conteneurs de Port-au-Prince.



Invité à la commission « Bétharram »

À la suite de la parution de son article sur l'affaire Bétharram, Éric Debarbieux (**Université Paris-Est Créteil Val de Marne**) a été invité à participer au comité de suivi de la commission parlementaire sur les violences en milieu scolaire. Le rapport de la commission devrait déboucher sur une proposition de loi début 2026.



MADE IN CHINA

Entendu par le service des douanes sur le « modèle Temu »

Dans deux articles publiés début 2025, Henri Isaac, maître de conférences en sciences de gestion à l'**Université Paris Dauphine – PSL**, interroge le succès fulgurant de Temu, devenu en moins de deux ans un géant mondial du e-commerce grâce à des prix extrêmement bas et un modèle hérité de sa maison-mère Pinduoduo. La stratégie agressive d'exportation de l'État chinois pourrait-elle à terme pénaliser les plateformes, dans un contexte de tensions commerciales et douanières avec les États-Unis et l'Europe ?

L'IMPACT

Henri Isaac a rencontré le service des douanes françaises qui, constatant le volume des flux de marchandises, cherchait à mieux comprendre la stratégie des plateformes chinoises, Shein et Temu en particulier.

« Je me suis contenté de décrire sans jugement le modèle assez innovant de Shein comparable à Zara ou H&M, mais poussé à son extrême, qui connecte en quasi temps réel la demande à l'outil de production », explique le chercheur. Les responsables de Temu ont eux aussi contacté le chercheur pour insister sur les évolutions récentes de leur modèle.

FORMATION

Un ministère s'intéresse à son « Doctorate of business administration »

Michel Kalika (**IAE Lyon School of Management**) et Jean-Pierre Helfer (**Université Paris I Panthéon-Sorbonne**) défendent le DBA, une formation doctorale pour managers expérimentés souhaitant prendre du recul sur leurs pratiques. Créé à Harvard en 1953, le DBA se mène à temps partiel et vise l'*executive education*, contrairement au doctorat académique. Son objectif est la production de connaissances directement utiles aux entreprises ou à l'action publique.

L'IMPACT

Après la parution de l'article dans *The Conversation France*, un ministère a contacté Michel Kalika pour le conseiller dans le cadre d'un projet de formation interne à destination des cadres dirigeants de la fonction publique. Les arguments développés dans l'article ont été repris comme appui interne afin de défendre la création d'un dispositif de très haut niveau, au-delà du master, inspiré du format DBA, une formation doctorale pour managers.

EN BREF

Une citation à Westminster

Le 8 juillet 2025, au Parlement britannique, la présidente du groupe de recherche en droit des déchets Allison Lindner prend la parole devant la commission de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales. Elle dénonce l'inaction des politiques face aux pollutions plastiques et cite à l'appui plusieurs sources, parmi lesquelles un [article](#) de Mateo Cordier traduit en anglais dans *The Conversation France*. Le chercheur de l'**Université Paris-Saclay** y estime que le plastique accumulé dans les écosystèmes depuis 1950 coûterait jusqu'à 281 800 milliards de dollars en dommages environnementaux.



Une invitation High Level à Bruxelles

L'analyse du rapport Draghi par Ulrike Lepont (**Sciences Po**) dans un [article](#) a valu à la chercheuse d'être invitée à la High Level Conference – *One year after the Draghi report: what has been achieved, what has changed*, à la Commission européenne à Bruxelles, le 16 décembre. L'événement réunissait 200 personnes d'institutions européennes, lobbies, ONG, administrations nationales et de la recherche, en présence d'Ursula von der Leyen et de Mario Draghi.

Nos articles cités dans des rapports officiels

Des dizaines d'articles parus dans *The Conversation France* servent chaque année de supports à la rédaction de rapports d'études officiels. En voici quelques exemples...

➤ Un avis du Conseil économique, social et environnemental (Cese) sur la transformation des modèles productifs français cite deux articles, l'un sur la souveraineté économique, de Sarah Guillou (**Science Po**), et l'autre sur la « réindustrialisation », de Vincent Vicard (**CEPII**).

➤ Le scénario de l'IDRII, « Une transition des régimes alimentaires des ménages » (TRAMe2035), cite l'article collectif sur les « *achats sobres* », d'Isabelle Collin-Lachaud et Élodie Juge (**Université de Lille**), Karine Picot-Coupey (**Université de Rennes**) et Pauline de Pechpeyrou (**IAE Paris-Est**).

➤ Le rapport du ministère de l'aménagement du territoire « Prévenir les violences et apaiser les tensions pour mieux partager la voie publique » (avril 2025) cite l'article de Mathieu Chassignet (**Ademe**) « Réduire la place de la voiture en ville est-il aussi impopulaire qu'on le pense ? ».

➤ Le rapport annuel 2024 du Haut Conseil pour le climat « Tenir le cap de la décarbonation, protéger la population » mentionne l'article de Michel Duru (**Inrae**) « Aliments ultra-transformés : comment ils modèlent notre agriculture ».

➤ Le rapport 2025 du Haut comité pour la condition militaire (HCECM) cite l'article « Comment la réforme du lycée éloigne les filles des maths et des sciences », de Mélanie Guenais (**Université Paris-Saclay**).

L'ENTRETIEN

Le problème abattage des vaches de l'île d'Amsterdam, porté au niveau de l'État et de la FAO

THE CONVERSATION :

Dans un article qui a connu un grand succès (700 000 vues), vous regrettez l'éradication, en 2010, d'un troupeau d'une centaine de vaches de l'île d'Amsterdam, dans l'océan Indien. Pour quelles raisons ?

Laurence Flori : Les quelques bovins abandonnés sur l'île au XIX^e siècle avaient formé en peu de générations une population sauvage unique. Leur ADN, d'après notre analyse, a révélé une capacité à s'adapter à cet environnement isolé et inhospitalier malgré la consanguinité. Mais la décision d'éradiquer cette population jugée invasive a été privilégiée au détriment du maintien d'un troupeau réduit pourtant utile au débroussaillage et à la prévention des incendies.

François Colas : Je suis inspecteur de santé publique vétérinaire aujourd'hui à la retraite. J'avais quitté mon poste dans les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) depuis quatre ans, lors de l'abattage. Je connaissais bien ce troupeau, et cette nouvelle m'a sidéré. Ainsi, on peut se demander si le



Laurence Flori
Directrice de recherche,
génétique animale, UMR
SELMET, Inrae

maintien du troupeau aurait pu éviter, ou au moins limiter, les incendies qui ont ravagé l'île en 2025.

Il me semble que cette éradication doit pouvoir servir à éviter d'autres erreurs dans le futur.

Pourquoi ce sujet a-t-il suscité l'intérêt du ministère de la transition écologique ?

François Colas : Le Comité d'histoire de l'environnement et du développement durable (CHEDD), qui dépend du ministère de la transition écologique, réfléchit à l'histoire de l'écologie en France. Grâce à *The Conversation France*, ses membres ont découvert le cas du troupeau d'Amsterdam. Nous avons été invités avec Thierry Micol, ancien chef du service Environnement des Terres australes, à

développer notre point de vue. Connaissant les enjeux de décisions publiques mal préparées, le comité pourrait influencer le ministère afin d'éviter que de telles situations se répètent.

Existe-t-il d'autres situations similaires ?

François Colas : L'abattage des rennes, mouflons et moutons bizets introduits aux îles Kerguelen a suscité des remous jusque dans les ministères. Les cas d'individus isolés depuis longtemps méritent d'être examinés et l'intérêt de leur conservation mieux évalué avant toute décision.

Quels ont été les autres impacts de cet article ?

Laurence Flori : Un collègue de la FAO souhaite intégrer cet exemple dans le troisième rapport mondial sur l'état des ressources zoogénétiques pour montrer le lien entre élevage et gestion des territoires.

À lire dans *The Conversation France* : « [Retour à l'état sauvage : l'étonnante histoire des vaches de l'île Amsterdam perdue dans l'océan Indien](#) », par Laurence Flori (Inrae), Tom Druet (Université de Liège), Mathieu Gautier (Inrae), François Colas et Thierry Micol.

IMPACT #3 | SOCIÉTÉ CIVILE



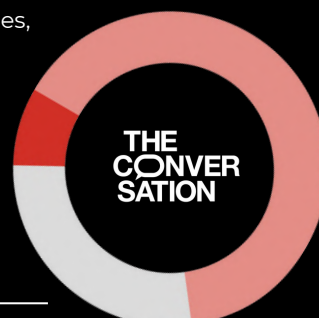
Les scientifiques qui écrivent dans *The Conversation France* sont régulièrement sollicités par des ONG, des associations, des fondations, des syndicats et des think tanks pour partager leurs analyses, participer à des débats, des conférences ou des travaux de plaidoyer. Ces collaborations renforcent l'utilité sociale de la recherche et contribuent à la qualité du débat démocratique.

90 impacts dans la société civile

Organisations
professionnelles,
syndicats

ONG,
fondations,
associations

Think tanks





POLLUTION PLASTIQUE

Main dans la main avec les ONG face aux lobbys industriels

Pendant les négociations du traité mondial sur la pollution plastique à Busan (Corée du Sud), un groupe de chercheurs du CNRS, de l'IRD, de l'Université Paris-Saclay et de l'Inrae explique, le 31 juillet, dans un [article](#) comment une coalition internationale de plus de 350 scientifiques tente de s'imposer pour défendre des données indépendantes face aux lobbys industriels.

L'IMPACT

Marie-France Dignac, directrice de recherche sur la biologie des sols à l'Inrae (coautrice de l'article), a été interviewée par de nombreux médias. Cette exposition a eu un fort impact auprès des ONG et de la société civile, avec des invitations de fondations et d'associations (Tara Océan, AtmoSud, Circe.med et des ONG méditerranéennes) à des conférences, des groupes de travail et des événements publics. Les travaux des scientifiques ont nourri le plaidoyer international à la Conférence des Nations unies sur l'océan (Unoc 3), à Nice, et l'Appel contre la pollution plastique qui en est issu. Ils ont apporté une expertise clé aux actions de sensibilisation, de mobilisation citoyenne et d'influence lors des négociations.

LABEL ISR

Avec l'ONG Reclaim Finance, pour exclure les énergies fossiles

Dans leur [article](#), Caroline Marie-Jeanne et Catherine Deffains-Crapsky (Université d'Angers) soutiennent que le label ISR, bien que critiqué, avait pour objectif initial d'orienter l'épargne vers des entreprises plus durables.

L'IMPACT

À la suite de leur publication de 2023, les chercheuses ont été contactées par l'ONG Reclaim Finance pour signer une lettre ouverte demandant une réforme du label ISR afin d'en exclure les énergies fossiles. Cette mobilisation de chercheurs a contribué à la refonte du label, votée contre le gouvernement, fin 2023. Ses effets se sont concrétisés en 2025 avec l'entrée en vigueur de critères plus stricts pour les fonds déjà labellisés et le lancement d'une campagne nationale du label ISR.

QUALITÉ DE L'AIR

En colloque au Sénat avec la société civile

La majorité des écoles présentent des niveaux préoccupants de pollution de l'air intérieur, avec des conséquences directes sur la santé, l'assiduité et les performances des élèves, révèlent Nolwenn Hurel et Gaëlle Guyot, toutes deux chercheuses en physique du bâtiment (**Cerema**). Un problème sanitaire sous-estimé, mais facilement améliorable avec une politique publique ambitieuse.



L'IMPACT

À la suite de la publication, Gaëlle Guyot a été sollicitée par l'association École Familles Oubliées pour co-organiser un colloque au Sénat le 20 juin 2025, soutenu par l'OMS. Elle y a animé une table ronde, modérée par *The Conversation France*, réunissant chercheurs, élus et ONG. L'événement a renforcé le plaidoyer associatif pour faire de l'école un refuge sanitaire via la qualité de l'air intérieur. L'équipe a aussi été missionnée pour copiloter un projet de recherche majeur sur trois ans (jusqu'à 2,5 M€) sur les risques de transmission virale en milieu scolaire.

EN BREF

Aux côtés de la Licra

Autrice de « L'Europe vue par J. D. Vance : un continent à la dérive que seul un virage vers l'extrême droite pourrait sauver », Blandine Chelini-Pont, d'**Aix-Marseille Université (AMU)**, a participé à une table ronde sur la pression des populismes lors du congrès annuel de la Licra.

Avec Brûlant·e·s

Après son article « Racisme sexuel : quand les migrants gays asiatiques font face à la fétichisation », Cai Chen (**Université Libre de Bruxelles**) a été invité par l'association Brûlant·e·s (éducation à la vie affective et sexuelle) et par l'Association des jeunes Chinois de France (AJCF) pour participer à une table ronde sur les LGBTQIA+ d'origine asiatique en France.

Avec Quota Climat

Nataly Botero (**Université Paris-Panthéon-Assas**), autrice d'« Une loi pour contrer la désinformation environnementale ? », a été invitée par le think tank Quota Climat à un colloque organisé au Sénat. La revue *Semen* lui a en outre proposé de rédiger un article scientifique dans le dossier du numéro thématique portant sur la désinformation environnementale.

La Fabrique de la Cité

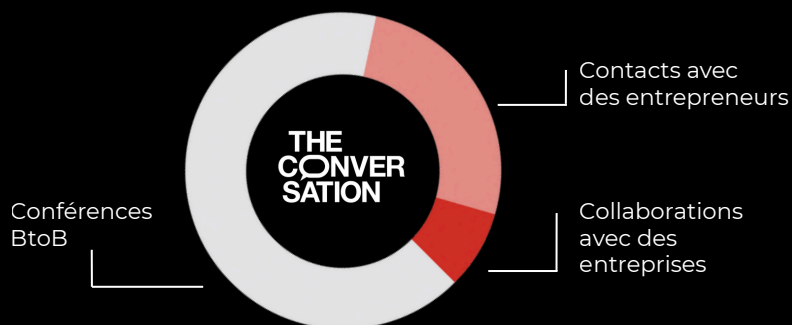
L'article « Quel avenir pour les projets de RER métropolitains ? », de la chercheuse Marie-Léa Rousseau (**Université Cergy Paris, UCY**), est cité dans un rapport de La Fabrique de la Cité, (think tank des transitions urbaines,) sur l'empreinte carbone des services express régionaux métropolitains (SERM).

IMPACT #4 | MILIEU SOCIO-ÉCONOMIQUE



Grâce à leurs articles, les chercheurs qui écrivent pour notre média entrent en contact avec des acteurs économiques de premier plan. Ils sont généralement sollicités pour des conférences, des formations, des études exploratoires ou des expertises. Ces interactions favorisent l'innovation, éclairent les décisions économiques et participent souvent à construire des modèles plus responsables.

35 impacts socio-économiques





CRYPTOMONNAIES

Invité à la Bordeaux French Tech après un passage dans les médias

Professeur d'économie à l'**Université de Bordeaux**, Jean-Marc Figuet a écrit six articles dans *The Conversation France*, en 2025, sur l'économie du vin et sur les cryptomonnaies. Dans un [article](#) sur le \$TRUMP, la cryptomonnaie lancée par Donald Trump, il s'interroge sur les frontières troubles entre pouvoir, marché et éthique. Dans un article sur le marché du vin, il explore l'utilisation des jetons non fongibles (ou NFT) dans l'industrie viticole.

L'IMPACT

La parution de son article sur le \$TRUMP a donné lieu à plusieurs interviews du chercheur à l'AFP, à *l'Express* ou à France Culture. Il a ainsi été repéré par l'équipe de la Bordeaux French Tech qui lui a proposé d'intervenir dans une réunion sur les cryptomonnaies. L'article titré « De la bulle spéculative à la bouteille traçable : quel avenir pour les NFT dans le vin ? » lui a valu d'être contacté par plusieurs coopératives viticoles bordelaises pour intervenir en assemblée générale sur le sujet. « Cette connexion avec les producteurs me permet de mieux saisir les problématiques émergentes et d'obtenir des données difficilement accessibles », précise-t-il.

MANAGEMENT

L'expert du « leadership juste » en tournée dans les entreprises

Dans un monde limité par des contraintes planétaires, l'innovation ne peut plus être livrée à la seule « main invisible » du marché, estime Thierry Nadisic, chercheur en sciences du comportement à **EM Lyon Business School**. Les managers doivent au contraire s'inspirer du principe de la sélection naturelle pour piloter consciemment un processus d'innovation durable.

L'IMPACT

Ses nombreux articles ont permis au chercheur d'être repéré par plusieurs entreprises et agences. Il est intervenu en conférence devant les comex de Diot-Siaci, de Capgemini, d'Elior Derichebourg, d'Apicil et de Socotec ainsi que pour l'agence Key People, spécialisée dans le coaching de dirigeants. Il a ainsi pu exposer sa vision d'un leadership juste et épanouissant, thème prolongé par un livre aux éditions Dunod.



AGRICULTURE

Contacté par une coopérative agricole à Mayotte

Gilles Billen, chercheur CNRS en biogéochimie territoriale, et Josette Garnier, directrice de recherche CNRS (Sorbonne Université), démontrent qu'une autonomie alimentaire peut être atteinte sur l'île de La Réunion. Cela implique cependant des transformations structurelles majeures des systèmes agricoles et des régimes de consommation.

L'IMPACT

Le chercheur a été contacté par l'Union des coopératives agricoles de Mayotte (Ucoopam) qui souhaitait qu'un travail similaire à celui réalisé pour La Réunion soit entrepris pour Mayotte. L'agriculture, essentiellement vivrière, y est basée sur l'agroforesterie, en parcelles de très petite taille. Un diagnostic du fonctionnement actuel et des perspectives futures a été engagé. La survenue du cyclone Chido fin 2024 a renforcé l'urgence de cette réflexion, alors que la reconstruction agricole de Mayotte impose de repenser durablement les choix de production et d'organisation.

EN BREF

À la FinTech

Jean-François Ponsot (**Université Grenoble Alpes**), auteur de l'article « Pourrait-on avoir confiance dans un euro numérique ? », a été invité à participer à une table ronde du forum FinTech de Lyon, le 17 octobre. Il a également rédigé un chapitre de la nouvelle édition de *la Monnaie, un enjeu politique* (éditions Points), dirigée par le collectif des Économistes atterrés, et paru le 9 octobre 2025.

À Tech For Future

Après la parution d'un article sur le Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle, Charles Thibout, chercheur associé à l'IRIS (**Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**) a été invité à participer à une table ronde le 1er avril, lors de l'événement Tech For Future organisée par *la Tribune*, « Les data centers, des actifs stratégiques pour la France dans la course à l'IA ? ».

Au comité d'orientation de l'IRCEM

Auteur de l'article « Pollution, environnement : la résilience de nos cellules menacée, un risque de mauvaise santé », Christian Neri, directeur de recherche à l'**Inserm**, a été invité à participer au comité d'orientation scientifique (COS) de l'organisme de protection sociale IRCEM pour éclairer et guider le choix des actions financées par leur dividende social.

L'ENTRETIEN

Data centers : le nouveau référentiel de l'Ademe fait converger industriels, territoires et ONG

THE CONVERSATION :

Pourquoi avoir proposé à The Conversation France cet article sur la planification et les critères d'implantation des data centers ?

Bruno Lafitte : Je voulais montrer que, oui, les data centers ont des impacts environnementaux importants, mais qu'ils peuvent aussi apporter des bénéfices territoriaux s'ils sont bien intégrés. L'article a permis de dépasser la peur qu'ils suscitent et d'éclairer ce sur quoi travaille l'Ademe aujourd'hui avec les collectivités et avec les opérateurs.

Comment a réagi le monde professionnel ?

Bruno Lafitte : Des bureaux d'études, des industriels et plusieurs collectivités m'ont fait savoir qu'ils avaient lu et apprécié l'article. S'il a résonné, c'est parce qu'il mettait en lumière des problématiques très concrètes auxquelles font face tous ces acteurs : la consommation d'énergie et d'eau, l'artificialisation et l'acceptabilité locale.

Vous y évoquez aussi un « référentiel



Bruno Lafitte
Expert data center,
Agence de la transition
écologique (Ademe)

d'implantation » : de quoi s'agit-il ?

Bruno Lafitte : C'est une check-list : efficacité énergétique, recours aux renouvelables, consommation et réutilisation de l'eau, valorisation de la chaleur fatale... Nous proposons de tout chiffrer, mais aussi d'anticiper l'usage de la chaleur produite par les serveurs : celle-ci peut ainsi couvrir les besoins d'un bâtiment, d'une piscine ou d'une serre. Cela permet de réduire l'impact, à condition d'implanter les data centers à proximité des usages. Au moment de l'article, ce référentiel n'était qu'un projet ; il existe désormais. La publication a accéléré sa réalisation, en montrant l'urgence d'un outil pour

aider les collectivités qui ne savent pas toujours ce qu'elles peuvent attendre d'un data center.

Quelle est la préoccupation principale aujourd'hui ?

Bruno Lafitte : On change d'échelle : les très gros data centers atteignent aujourd'hui le gigawatt, l'ordre de grandeur d'un réacteur nucléaire. Les collectivités veulent comprendre ce que cela implique, les industriels cherchent des solutions moins gourmandes, ce que l'on accompagne avec les pouvoirs publics.

Comment situez-vous ce travail dans la transition numérique et énergétique ?

Bruno Lafitte : On ne stoppera pas la transition numérique, mais elle doit avancer de pair avec la transition énergétique. Mon objectif est de montrer les chemins qui permettent d'allier les deux, et de donner aux acteurs – collectivités, industriels, ONG – les outils pour choisir les projets les plus vertueux.

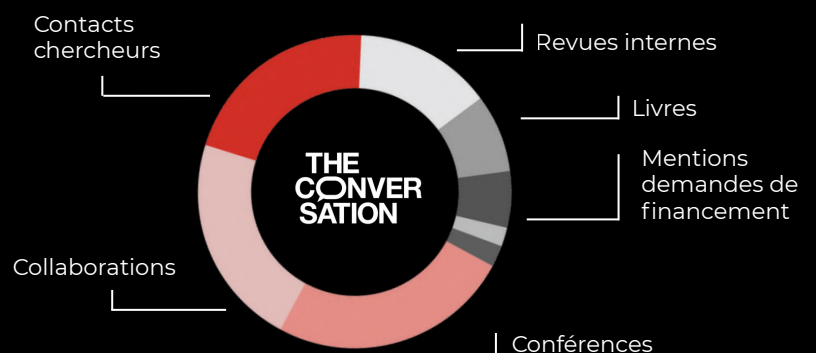
À lire dans The Conversation France :
« [Un data center près de chez soi, bonne ou mauvaise nouvelle ?](#) », par Bruno Lafitte (Ademe).

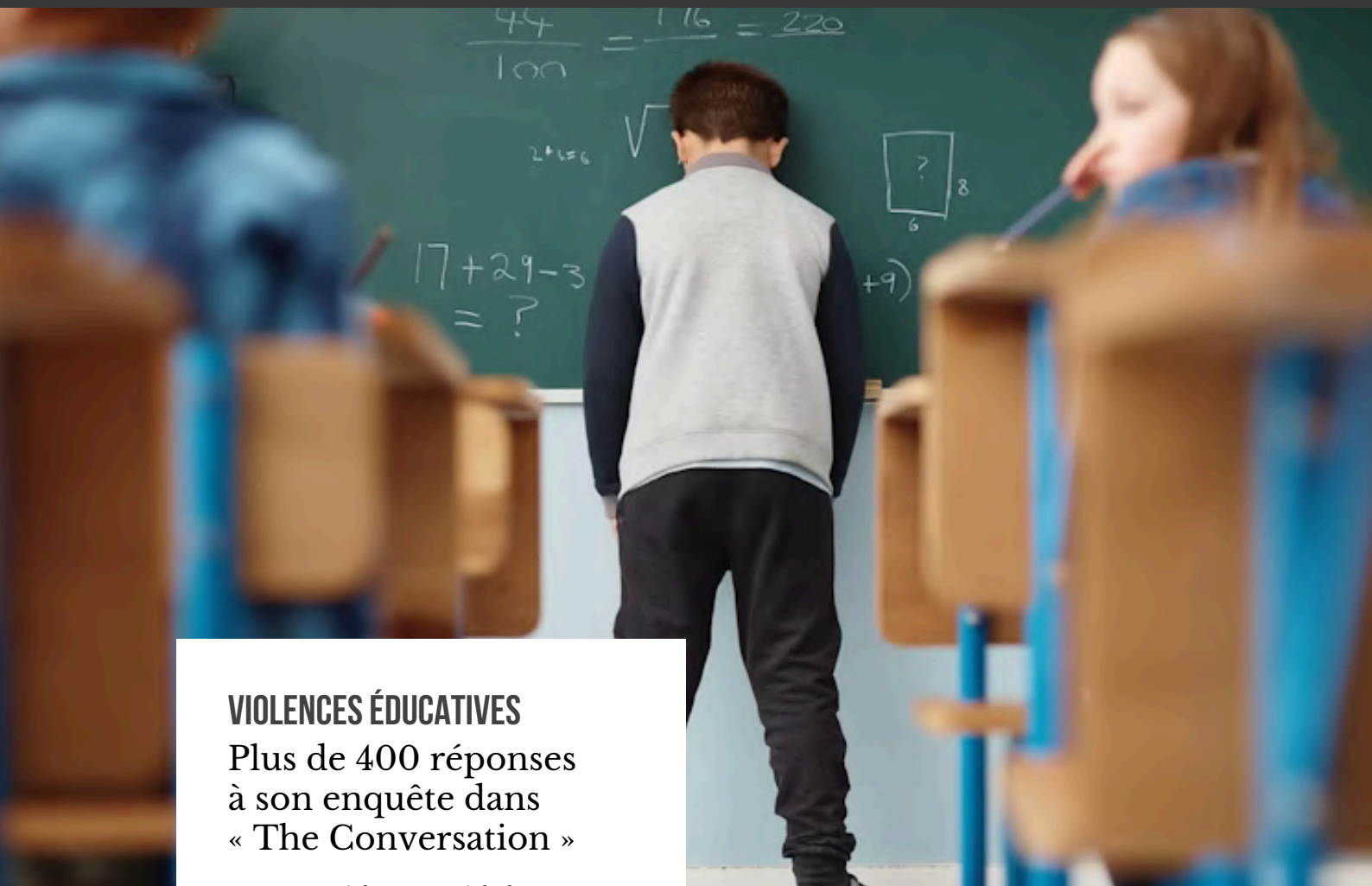
IMPACT #5 | RECHERCHE



Les articles publiés dans *The Conversation France* contribuent à une diffusion élargie des travaux scientifiques. Ils favorisent les échanges entre pairs, encouragent l'émergence de collaborations et sont de plus en plus mobilisés pour attester de l'engagement des chercheurs dans la diffusion et la valorisation des connaissances, notamment dans le cadre des évaluations et des demandes de financement.

113 impacts dans la recherche





VIOLENCES ÉDUCATIVES

Plus de 400 réponses
à son enquête dans
« The Conversation »

Dans un article, Jean-Michel Perez, professeur des universités en sciences de l'éducation et de la formation (Université de Lorraine), analyse les micro-violences éducatives : ces petites humiliations en classe qui, sans être reconnues comme violentes, peuvent blesser durablement les élèves et fragiliser leur confiance et leur rapport aux apprentissages. Pour le chercheur, ces pratiques relèvent de la culture scolaire et d'un déficit de formation relationnelle.

L'IMPACT

À la fin de son article, Jean-Michel Perez a placé un lien vers le questionnaire permanent de son enquête ([ici](#)). Lecteurs et lectrices sont invités à raconter deux souvenirs scolaires, l'un « difficile » et l'autre « agréable ». La participation a été plus importante que prévu : « *Près de 400 réponses complètes ont été recueillies depuis mai. C'est un matériau très riche, et aussi un vrai défi de traitement* », précise-t-il. Les témoignages et contacts reçus ont nourri ses recherches et contribué

au débat public. L'enquête a été traduite en plusieurs langues et a favorisé des collaborations scientifiques. Une approche similaire est en cours dans des universités au Liban, au Congo, en Allemagne, en Angleterre et au Mexique. Des échanges sont également engagés avec l'institution scolaire autour de la formation et de la conscientisation des enseignants, dans un contexte où les équipes expriment un sentiment d'impuissance face aux tensions liées aux violences à l'école.

« Cet article dans The Conversation France a été le point de départ d'une dynamique collective, riche et inattendue. »

Jean-Michel Perez,
Université de Lorraine



BIOPLASTIQUES

Il fait dialoguer chercheurs, entreprises et parlementaires européens

Les bioplastiques se développent comme alternative aux plastiques classiques, mais restent marginaux, souligne Jean-Philippe Bootz (EM Strasbourg). Leur impact environnemental est réel mais limité par des coûts élevés, des problèmes de recyclage et une pression potentielle sur les terres agricoles. Mais, bien que prometteurs dans un contexte de transition vers une économie circulaire, ils ne doivent pas masquer l'enjeu central, qui est de réduire à la source la production de plastiques.

L'IMPACT

Le chercheur, qui dirige l'Observatoire des futurs (EM Strasbourg), a réuni le 2 décembre 800 étudiants de master et du programme Grande École dans l'hémicycle du Parlement européen à l'occasion de la conférence-débat « Repenser nos ressources : l'économie circulaire comme moteur de la transition écologique en Europe ». Elle a donné lieu à des échanges entre chercheurs, représentants d'entreprises de l'économie circulaire, parlementaires et membres de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs (IMCO).

MANAGEMENT TOXIQUE

Des chercheurs le contactent du monde entier

À l'issue d'une étude menée dans dix pays, Michel Naim (EBS Paris) montre dans un article comment rumeurs, pressions implicites ou explicites et chantage professionnel altèrent gravement la santé et la carrière des salariés. Face à cette forme de harcèlement moral, le chercheur recommande de documenter les faits, de chercher du soutien et d'agir juridiquement si nécessaire.

L'IMPACT

La publication a eu un fort retentissement académique et public. Des collaborations ont été engagées avec des chercheurs et universités de plusieurs pays. L'auteur a reçu une invitation à écrire un chapitre d'ouvrage et à intervenir en conférence. Massivement relayé sur LinkedIn, l'article a suscité des milliers de témoignages, et à ouvert la voie à de nouvelles recherches.

OBSOLESCENCE PROGRAMMÉE

Des recherches et des projets collectifs sur la durabilité

La sobriété ne pourra s'imposer sans une transformation de nos imaginaires de consommation, démontrent Joël Ntsondé (Mines Paris – PSL, ISTECH), Chloé Steux (École polytechnique) et Franck Aggeri (Mines Paris – PSL) dans un [article](#). Bien que la polémique à propos de la campagne de l'Ademe sur les « dévendeurs » ait révélé des tensions culturelles, les Français sont prêts à consommer moins, assurent-ils. Mais rendre la sobriété désirable suppose un changement systémique impliquant entreprises et pouvoirs publics.

L'IMPACT

Joël Ntsondé a rejoint le comité d'experts de l'association Halte à l'obsolescence programmée (HOP) pour contribuer à des recherches et à des projets sur la durabilité des produits, avec des entreprises et des acteurs publics.

« Ma participation au comité d'experts va me permettre d'échanger avec d'autres collègues qui s'intéressent aux enjeux de durabilité, d'identifier des pistes de collaboration possible, et facilitera l'appropriation de mes travaux par des acteurs de la société civile : collectivités, entreprises, et collectifs citoyens », indique-t-il.



« J'ai rejoint le panel d'experts Okaydoc pour participer à des conférences et des formations en entreprise. »

Joël Ntsondé,
ISTEC

CRYPTOMONNAIES

Un dialogue de fond sur un nouveau régime de Sécurité sociale

Dans leur [article](#), Ariane Tichit, maîtresse de conférences à l'**Université Clermont Auvergne** (UCA), et Assen Slim, professeur d'économie à l'**Inalco** et à l'**ESSCA School of Management**, estiment que les technologies de type blockchain peuvent être réorientées au service de la solidarité. Ainsi Coticoïn, une cryptomonnaie sociale fondée sur la preuve de cotisation, est-elle en mesure d'assurer à la fois la traçabilité et la gouvernance collective des cotisations, sans spéculation.

L'IMPACT

L'article a permis à Assen Slim de rencontrer l'économiste Bernard Friot, avec qui il est intervenu aux Estivales de la permaculture. Ensemble, ils ont ouvert un dialogue de fond sur l'intégration possible des cryptomonnaies dans le projet de sécurité sociale.

« Bernard Friot pensait avoir négligé le sujet des cryptos dans son travail. Il réfléchit désormais à l'impact que ces dernières pourraient avoir sur le régime général élargi », se réjouit le chercheur. Ces échanges ont nourri de nouvelles pistes de recherche, l'idée d'un livre et d'un nouvel article dans *The Conversation France* sur un régime général renouvelé.

➔ Des éléments nécessaires pour les évaluations HCÉRES

De nombreuses universités incitent leurs chercheurs à utiliser leurs articles parus dans *The Conversation France* comme preuves de leur engagement dans la diffusion de leurs travaux de recherche auprès du grand public. « *Il s'agit d'un élément important pour l'évaluation CNRS et HCÉRES des laboratoires de recherche* », estime Céline Darnon (**Université Clermont Auvergne**), autrice de « Succès, échecs : pourquoi le rôle du mérite est-il surévalué ? ». À l'Université de Montpellier, « *tous les quatre ans, nous faisons une compilation pour la partie vulgarisation scientifique de l'évaluation HCÉRES* », souligne Christine Marsal, maîtresse de conférences HDR (**Université de Montpellier**), autrice de l'article « Des réseaux et des ailes : comment Boeing parvient-il à se maintenir en vol ? »

À la suite de la publication de notre article, nous avons été contactés pour des collaborations dans le cadre de la chaire "Transformation des organisations" de l'INSA Toulouse.

Philippe Leleux,
INSA Toulouse



➔ À l'appui des demandes de financement

« *La vulgarisation compte de plus en plus dans les demandes de financements de type ERC* », observe Virginie Arantes (**Université Libre de Bruxelles**). La chercheuse envisage de participer à un financement européen ERC Starting Grant dans lequel elle intégrera son article « Qu'est-ce que la civilisation écologique que revendique le pouvoir chinois ? », qui a fait près de 20 000 vues. « *Cela me permettra de montrer l'intérêt du grand public pour ces questions* », ajoute-t-elle.

➔ Dans des conférences

Matthieu Llorca (**Université Bourgogne Europe**), auteur de « Football financiarisé : l'Olympique lyonnais, symptôme d'un modèle de multipropriété en crise », a participé à un colloque organisé par l'Université Toulouse Capitole, « Sport : Ordre(s) et dé(s)/ordres(s) ». Gwenaëlle Questel (**Université Bretagne Sud**), autrice de « Médecins et enseignants dénoncent-ils les violences sur mineurs, comme l'exige la loi ? », est intervenue auprès des orthophonistes de l'école de Nantes.

L'ENTRETIEN

Comment une série d'articles a débouché sur un projet de recherche européen

THE CONVERSATION :

Vous avez développé un nouveau projet de recherche à partir de vos articles sur l'élite « anti-élite » autour de Donald Trump. De quelle façon ?

William Genieys : En écrivant plusieurs articles début 2025, j'ai affiné l'hypothèse d'une élite anti-élite autour de Donald Trump, qui a été relayée dans la recherche et parmi les étudiants. J'ai ensuite construit un projet inspiré de ce que j'avais développé : Trump est le problème et la solution. L'enjeu, ce sont les élites derrière lui. Leur projet vise une démocratie post-libérale fondée sur la loyauté au leader, un exécutif fort, la restructuration de l'appareil d'État et la fin du consensus démocratique. L'adversaire est désormais perçu comme un ennemi, il devient légitime d'envisager l'intervention de l'armée dans des villes démocrates. Les chercheurs américains peinent à analyser ces élites de manière concrète.

Vous présentez donc ce projet à un appel d'offres européen ?



William Genieys
Directeur de recherche
CNRS au CEE, Sciences Po

William Genieys : Oui. J'ai candidaté en août à l'ERC Advanced (2,5 millions d'euros). À l'époque, mon idée n'était pas claire. J'ai maintenant un projet structurant, nommé Deviant Elites in American Democracy (DEAD). Sans ces articles, je n'y serais sans doute pas parvenu.

Comment envisagez-vous d'enquêter sur le terrain ?

William Genieys : Les entretiens sont difficiles. Je cible les élites anti-élites : élus MAGA au Congrès, haute administration, justice, décideurs du DOGE et 73 think tanks identifiés. Pour les approcher, je reconstruis des parcours, analyse des discours, utilise diverses sources. Je recrute trois doctorants et deux post-docs pour les former et les envoyer sur le terrain aux

États-Unis ou pour travailler depuis la France.

Comment pensez-vous être reçu par les élus MAGA ?

William Genieys : La politique américaine est assumée. Si l'on n'est pas dans l'agit-prop, expliquer le pourquoi du comment suffit souvent. Certains conseillers accepteront. Sinon, nous travaillerons avec l'IA sur les verbatims (presse, réseaux sociaux). Les entretiens seraient un bonus. Être étranger peut aider.

N'est-ce pas un sujet très concurrentiel ?

William Genieys : Justement, les élites populistes n'ont jamais été étudiées, définies et quantifiées comme telles. Qui sont-elles ? Des transfuges de classe, comme J. D. Vance ? L'angle est original. Je discuterai avec républicains et démocrates pour comprendre comment ils vivent la situation et tester mes hypothèses.

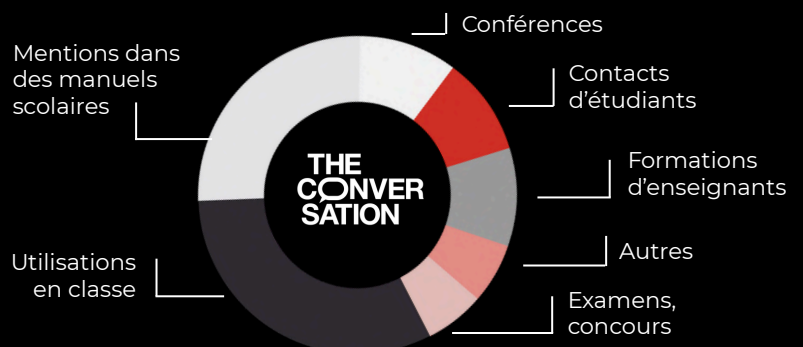
À lire dans The Conversation France : « [Trump 2.0 : l'arrivée au pouvoir d'une élite "anti-élite"](#) », par William Genieys (Sciences Po).

IMPACT #6 | ÉDUCATION



Les articles de *The Conversation France* sont régulièrement utilisés comme supports pédagogiques dans des manuels scolaires, intégrés à des enseignements au collège et au lycée, mobilisés dans des épreuves de concours et d'examens ainsi que dans la formation initiale et continue des enseignants. Cette diffusion contribue à sensibiliser les élèves à l'expertise scientifique, à développer l'esprit critique et à renforcer la qualité des enseignements.

47 impacts éducatifs



EN BREF



Dans des manuels scolaires

Des extraits de ces articles ont été intégrés à des manuels scolaires aux éditions Nathan, Dunod et Belin, pour la rentrée 2025 :

« L'effet JO : l'engouement des jeunes pour le sport peut-il durer ? », de Guillaume Dietsch (**Université Paris-Est Créteil Val de Marne – UPEC**).

« Le journal télévisé français, un rituel populaire au service du public ? », de Céline Ségur (**Université de Lorraine**).

« Théories du complot : comment les réseaux sociaux les propagent et permettent une escalade vers la violence », de Christine Abdalla Mikhaeil (**IESEG School of Management**).

« Une citoyenneté européenne encore peu tangible », d'Anne-Sophie Lamblin-Gourdin (**Université Bretagne Sud**).

« Pourrait-on avoir confiance dans un euro numérique ? », de Jean-François Ponsot (**Université Grenoble Alpes – UGA**).

« En Casamance, le pari de l'agroécologie pour endiguer l'exode de la jeunesse », par Raphaël Belmin et Marie-Liesse Vermeire (**Cirad**).

En classe

Sonia Vermeulen Steyaert (**Université de Lausanne**), autrice d'« Architecture : l'école est-elle vraiment conçue pour ceux qui y travaillent ? », est intervenue en cours à l'Université de Genève. À l'Université de Fribourg, elle a participé à l'enseignement de master du professeur Pierre-François Coen *via* des capsules vidéo utilisées comme supports pédagogiques, ainsi que dans le cours du professeur Jean-Louis Berger. Elle a aussi animé un webinaire à destination des personnels de l'éducation nationale pour Collège+ Calvados.

Cécile Garcia (**CNRS, Muséum national d'histoire naturelle**), autrice de « Comment pensent les primates : plongée dans leur cerveau », est intervenue dans une classe de terminale et a été invitée à un café des sciences par les Petits Débrouillards.

Sandrine Aragon (**Sorbonne Université**), autrice de « Notre littérature, avec ses "belles endormies", fait-elle l'apologie du viol ? », a été contactée pour une formation sur la lecture égalitaire des textes littéraires, au lycée Hoche de Versailles (Yvelines). Elle va également monter un projet avec sa classe d'éducation aux médias Les Malins formés.

À l'épreuve du bac

L'article de Silvio Maltagliati (**Université Grenoble Alpes**), « Pourquoi mettre en avant ses bénéfices pour la santé ne suffit pas à promouvoir une activité physique régulière », a été utilisé dans l'épreuve d'éducation physique, pratique et culture sportive du baccalauréat général, session 2025.

L'expertise scientifique s'incarne sur les plateaux

En 2025, les journalistes de *The Conversation France* sont intervenus comme chroniqueurs sur les plateaux de médias partenaires pour mettre en valeur les articles des enseignants-chercheurs.



Autour de la question

Chaque mois, un de nos journalistes Science participe à l'émission aux côtés d'autres magazines scientifiques.



Derrière l'image

Un mercredi sur deux à 14 h 30, un journaliste de la rédaction présente des articles de chercheurs parus dans *The Conversation France*. Les vidéos sont ensuite retransmises sur la chaîne Youtube de France24 (7,28 millions d'abonnés).



Accents d'Europe

Chaque mois, notre journaliste International revient sur nos articles récents les plus marquants.



Le club « C'est pas du vent »

Chaque mois, une de nos journalistes Environnement revient sur des sujets qui l'ont marquée et partage les coulisses de son travail.

Les autrices et auteurs nous écrivent

« Avec The Conversation France, le savoir se diffuse et les connaissances contenues dans nos articles se répandent dans la société. »
Williams Nuytens, sociologue, professeur à l'Université d'Artois.

« Je dis à mes étudiants que, dans The Conversation France, ils trouveront de vrais spécialistes et que tout est sourcé. »

Jérôme Viala-Gaudefroy, spécialiste de la politique américaine à Sciences Po.

« Un député m'a proposé de rédiger un rapport destiné à ses collègues de l'Assemblée nationale. »
Catherine Bennetau-Pelissero, professeure physiologiste à l'Université de Bordeaux.

MESSAGES DE CHERCHEURS

« Après mon article sur les jeux vidéo, j'ai été contacté par le Syndicat des serious game designers ainsi que par une quinzaine d'enseignants et de chercheurs. »

Philippe Lépinard, maître de conférences à l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne.

« C'est après avoir trouvé mon article en ligne que le producteur de France Inter Frédéric Barreyre m'a contacté. »

Pascal Lardellier, professeur à l'Université Bourgogne Europe.

« J'ai été invité à donner un cycle de conférences sur la santé mentale. »

Jean-Michel Escoffre, chargé de recherche à l'Inserm.

« Après avoir reçu de nombreuses demandes d'étudiants étrangers, mon article a été traduit puis une version en anglais a été publiée : elle a fait 172 000 vues. »

Isabelle Chaboud, professeure senior à Grenoble École de management.

« Grâce à l'article, j'ai déjeuné avec un chercheur travaillant sur des thématiques similaires aux miennes. »

Florent Laroche, maître de conférences à l'Université Lumière Lyon 2.

« Je trouve cela bien plus fun et socialement plus impactant que d'écrire pour une revue académique lue quasi exclusivement par des collègues, sans véritable retour. »

Jean-Marc Figuet, professeur d'économie à l'Université de Bordeaux.

**Média d'intérêt sociétal,
d'utilité démocratique,
de vitalité intellectuelle.**

THE CONVER SATION

Crédits photos : p.1 Assemblée nationale, TR STOK/shutterstock, K I L L A N/Unsplash, Bella1105/Shutterstock, Microgen/Shutterstock, Nhan Le photo/shutterstock, MarcioJoseSanchez/AP, [TEDx/Youtube](#), Viacheslav Lopatin/shutterstock, NASA JPL-Caltech CC BY, MIG-31/AFP / p.8 Microgen/Shutterstock / p.9 CPolitique/France5 / p.10 TEDx/Youtube / p.11 BFMBusiness / p.13 Assemblée nationale / p.14 Prostock-studio/Shutterstock / p.15 Sénat / p.16 Dilok Klaisataporn/Shutterstock, Patrick Kovarik/AFP / p.17 Oriane Lanseman. Fourni par l'auteur / p.18 Nhan Le photo/shutterstock / p.19 Kira Ridley/AFP / p.20 Audio und werbung/Shutterstock / p.21 English Parliament / p.23 SibRapid/Shutterstock / p.24 Naja Bertolt Jensen/Unsplash / p.25 Alliance des collectivités pour la qualité de l'air / p.26 Sean Pollock/Unsplash / p.27 Hadrian/Shutterstock / p.30 Garun.Prdt/Shutterstock / p.31 PeopleImages/Shutterstock / p.32 Jean-Philippe Bootz. Fourni par l'auteur / p.36 Albert Stoykov/Unsplash / p.38 photos fournies par les prods.